



**PRÉFET
DE HAUTE-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ
ET DE LA LEGALITÉ**

A R R E T E PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE N °BCTE/2024 - 95 DU 07/08/2024
modifiant les prescriptions imposées à la société DIEHL POWER ELECTRONIC pour l'exploitation
d'une unité de traitement de surfaces à SIAUGUES-SAINTE-MARIE

**Le Préfet de la Haute-Loire,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

VU le code de l'environnement, et notamment sont livre I et son titre 1^{er} du livre V ;

VU le décret du Président de la République du 13 juillet 2023 nommant M. Yvan CORDIER en qualité de préfet du département de la Haute-Loire ;

VU le décret du Président de la République du 30 janvier 2024 nommant Mme Nathalie CENCIC secrétaire générale de la préfecture de la Haute-Loire, sous-préfète du Puy-en-Velay ;

VU l'arrêté préfectoral n° SG/COORDINATION 2024-09 en date du 19 février 2024 portant délégation de signature à Mme Nathalie CENCIC, secrétaire générale de la préfecture de la Haute-Loire ;

VU l'arrêté préfectoral n° DIPPAL-B3/2012-18 du 17 janvier 2012 portant autorisation d'exploiter une unité de traitements de surfaces par la société DIEHL POWER ELECTRONIC (DPE) sur le territoire de la commune de Siaugues-Sainte-Marie ;

VU le dossier de porter à connaissance de modifications et la demande d'examen au cas par cas présentée le 15 novembre 2023 par la société DPE auprès de l'autorité environnementale ;

VU la décision de l'autorité environnementale n° BCTE/2024-02 du 17 janvier 2024 de non soumission à la réalisation d'une nouvelle étude d'impact ;

VU les avis émis par l'Agence Régionale de Santé ;

VU le rapport et les propositions en date du 24 avril 2024 de l'inspection des installations classées ;

VU le projet d'arrêté porté le 16 juillet 2024 à la connaissance du demandeur ;

VU l'absence d'observation de la part de l'exploitant sur ce projet par courriel du 19 juillet 2024 ;

CONSIDÉRANT que le projet ne crée pas de nouvelle surface imperméabilisée ni de nouveau bâtiment ;

CONSIDÉRANT que le projet a pour conséquence une modification du tableau de classement du site figurant à l'article 1.2.1 de son arrêté préfectoral du 17 janvier 2012 ;

CONSIDÉRANT que les rejets atmosphériques du site sont à cumuler avec ceux de la société voisine AST-PEM pour définir les valeurs limites d'émission réglementaires à appliquer ;

CONSIDÉRANT que les modifications déclarées ne sont pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement et ne peuvent donc pas être considérées comme substantielles au sens de l'article R.181-46 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que lorsqu'une modification n'est pas substantielle, le préfet fixe, s'il y a lieu, des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R.181-45 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° DIPPAL-B3/2012-18 du 17 janvier 2012 portant autorisation d'exploiter une unité de traitements de surfaces par la société DIEHL POWER ELECTRONIC (DPE) sur le territoire de la commune de Siaugues-Sainte-Marie nécessitent cependant d'être actualisées dans l'attente d'un futur arrêté préfectoral d'autorisation qui viendra encadrer les développements envisagés sur le site ;

SUR PROPOSITION de la Secrétaire générale de la préfecture de la Haute-Loire ;

ARRÊTE

Article 1 - Modification et complément apportés aux prescriptions des actes antérieurs

L'arrêté préfectoral DIPPAL-B3/2012-18 du 17 janvier 2012, portant autorisation à la société DIEHL POWER ELECTRONIC d'exploiter une unité de traitement de surfaces située sur le territoire de la commune de SIAUGUES-SAINT-MARIE (43300), est modifié et complété par les articles suivants. La société DIEHL POWER ELECTRONIC respecte les prescriptions qui lui sont déjà applicables, complétées et modifiées par le présent arrêté.

| Références des arrêtés préfectoraux antérieurs | Références des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées | Nature des modifications (suppression, modification, ajout de prescriptions) Références des articles correspondants du présent arrêté |
|--|---|---|
| L'arrêté préfectoral n° DIPPAL-B3/2012-18 du 17 janvier 2012 | Article 1.2.1 | Modifié et remplacé par l'Article 2 -du présent arrêté Mise à jour de la liste des installations classées concernées par une rubrique de la nomenclature |
| | Article 2.1.3 | Complété par l'Article 3 -du présent arrêté Consigne d'exploitation |
| | Chapitre 2.2 | Complété par l'Article 4 -du présent arrêté Produits ou matières consommables |
| | Chapitre 2.6 | Complété par l'Article 5 -du présent arrêté Document à la disposition de l'inspection |
| | Article 3.2.2 | Remplacé par l'Article 6 -du présent arrêté Rejets atmosphériques : mise à jour de la liste des conduits et installations raccordées |

| | | |
|--|-----------------|---|
| | Article 3.2.3 | Remplacé par l'Article 7 -du présent arrêté Rejet atmosphérique : mise à jours des valeurs limites |
| | Article 4.2.2 | Complété par l'Article 8 -du présent arrêté Plan des réseaux |
| | Article 4.3.4 | Modifié par l'Article 9 -du présent arrêté Caractéristique des rejets |
| | Article 7.4.3 | Complété par l'Article 11 -du présent arrêté Rétention |
| | Article 7.4.6 | Complété par l'Article 12 -du présent arrêté Stockage sur les lieux d'emplois |
| | Article 7.5.4 | Complété par l'Article 14 -du présent arrêté Moyen de lutte contre l'incendie |
| | Article 7.5.7.1 | Modifié par l'Article 15 -du présent arrêté Bassin de confinement |
| | Article 8.1.1.2 | Complété par l'Article 16 -du présent arrêté Cuves et chaînes de traitement |
| | Article 9.1.2 | Modifié par l'Article 17 -du présent arrêté Stockage sur les lieux d'emplois |
| | Article 1.5.2 | Modifié par l'Article 18 -du présent arrêté Étude des dangers |
| | Article 1.5.5 | Modifié par l'Article 20 -du présent arrêté Changement d'exploitant |
| | Chapitre 1.4 | Modifié par l'Article 21 -du présent arrêté Durée de l'autorisation |

Article 2 - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Le tableau de classement figurant à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral DIPPAL-B3/2012-18 du 17 janvier 2012 qui régit le site est modifié pour les rubriques indiquées dans le tableau ci-après, qui se substituent aux rubriques 1xxx supprimées de la nomenclature des installations classées :

| Rubrique | Intitulé | volume | Régime |
|---|---|---------|--------|
| En substitution des anciennes rubriques 1111-1c et 1131-2c | | | |
| 4110-2a | Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, À l'exclusion de l'uranium et ses composés. 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 250 kg | 2555 kg | A |
| 4120-2b | Toxicité aiguë catégorie 2, pour l'une au moins des voies d'exposition 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t | 3064 kg | D |
| 4130-2b | Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t | 1667 kg | D |

Article 3 - Consignes d'exploitation

Les prescriptions de l'article 2.1.3 de l'arrêté préfectoral n° DIPPAL-B3/2012-18 du 17 janvier 2012 sont complétées par les dispositions ci-après :

L'exploitant établit et met en œuvre en tant que de besoin, les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation, la liste des vérifications à effectuer avant remise en marche de l'exploitation et la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site pour prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.

L'exploitant établit et met en œuvre en tant que de besoin, les modes opératoires justifiant de sa maîtrise des flux de bains (actifs, usés, concentrés ou peu concentrés...) entre les différentes zones du site, ainsi que la procédure visant à proscrire le transport simultané de substances ou mélanges incompatibles.

Article 4 - Réserves des produits ou matières consommables

Les prescriptions du chapitre 2.2 de l'arrêté préfectoral n° DIPPAL-B3/2012-18 du 17 janvier 2012 sont complétées par les dispositions ci-après :

L'exploitant met à disposition des opérateurs des réserves de produits absorbants (poudre, granulés, tablettes), adaptés aux substances mises en œuvre, à proximité de tous les lieux de stockage et d'emploi de ces dernières.

Article 5 - Documents tenus à la disposition de l'inspection

Les prescriptions du chapitre 2.6 de l'arrêté préfectoral n° DIPPAL-B3/2012-18 du 17 janvier 2012 sont complétées par les dispositions ci-après :

Le dossier est notamment mis à jour par l'intégration des dossiers modificatifs successifs soumis aux dispositions du code de l'environnement.

Article 6 - Conduits et installations raccordées

Le tableau de l'article 3.2.2. de l'arrêté préfectoral n° DIPPAL-B3/2012-18 du 17 janvier 2012 est remplacé par le tableau ci-après :

| Bâtiment | N° Bâti | Numéro de conduit | Installation raccordée | Point de rejet |
|----------|---------|-------------------|---------------------------------|----------------|
| BT4 | 1 | 1 | Chaîne B33/B19 gaine basique | Laveur de gaz |
| | | 2 | Chaîne B33/B19 gaine acide | Toiture |
| | 2 | 3 | Chaîne B26/B28 gaine basique | Laveur de gaz |
| | | 4 | Chaîne B26/B28 gaine acide | Toiture |
| | 3 | 5 | Chaîne B32/B36 gaine basique | Laveur de gaz |
| | | 6 | Chaîne B32/B36 gaine acide | Toiture |
| | 4 | 7 | Chaîne U17 gaine basique | Laveur de gaz |
| | | 8 | Chaîne U17 gaine acide | Toiture |

Article 7 - Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

Le tableau de l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral n° DIPPAL-B3/2012-18 du 17 janvier 2012 est remplacé par le tableau ci-après :

| Paramètres sur conduits 1 à 8 | Concentration maximale en mg/Nm3 |
|-----------------------------------|----------------------------------|
| SO ₂ | 10 |
| NOx en équivalent NO ₂ | 20 |
| Acidité totale exprimée en H | 0,5 |
| HF, exprimé en F | 2 |
| Cr total | 0,2 |
| Cr VI | 0,010 |
| Ni | 0,2 |
| HCN | 1 |
| Alcalins, exprimés en OH | 10 |
| NH ₃ | 30 |

Article 8 - Plan des réseaux

Les prescriptions de l'article 4.2.2 de l'arrêté préfectoral n° DIPPAL-B3/2012-18 du 17 janvier 2012 sont complétées comme suit :

L'exploitant met notamment à jour le plan des réseaux à chaque modification notable de ses installations.

Article 9 - Caractéristiques des rejets

Les prescriptions de l'article 4.3.4 de l'arrêté préfectoral n° DIPPAL-B3/2012-18 du 17 janvier 2012 sont modifiées comme suit :

Le débit maximum des effluents peu concentrés (rinçage), envoyés à la station AST-PEM est de 12 m³/h et 280 m³/j.

Les Valeurs Limites d'Émission des effluents industriels envoyés dans la station de la société AST-PEM en référence à la convention qui lie les deux établissements sont fixés comme suit :

1 – Jusqu'à remise des études technico-économiques engagées par la société AST-PEM, dont la station traite les effluents du site DPE, les valeurs limites d'émission sont fixées dans la convention de traitement des effluents qui lie la société PEM à la société DPE.

2 – A compter de la remise des études technico-économiques engagées par la société AST-PEM, dont la station traite les effluents du site DPE, et au plus tard le 31 décembre 2025, les rejets du site DIEHL POWER ELECTRONICS permettent le respect des normes de qualité environnementales du milieu récepteur quel qu'il soit pour chacun des paramètres en disposant.

Lorsque la faisabilité technico-économique des solutions préconisées dans les études conduites et à conduire par AST-PEM est démontrée, l'exploitant met en œuvre, en tant que de besoin, les procédés de substitution économiquement acceptable pour la réduction de la consommation d'eau et des flux de polluants proposés au traitement dans la station d'épuration de AST-PEM.

Article 10 - Surveillance des eaux souterraines

L'exploitant réalise, au plus tard dans les 12 mois suivant la notification du présent arrêté, une surveillance des eaux souterraines dans les conditions suivantes, si plus de 5 tonnes de produits très toxiques ou 50 tonnes de produits toxiques sont présentes dans l'installation, à moins que le Préfet, sur la proposition de l'inspection des installations classées basée sur une étude relative au contexte hydrogéologique du site ainsi qu'aux risques de pollution des sols et après avis du conseil départemental d'hygiène, donne acte de l'absence de nécessité d'une telle surveillance :

- un piézomètre au moins est implanté en aval du site de l'installation. La définition du nombre d'ouvrages et de leur implantation est faite à partir des conclusions d'une étude hydrogéologique à joindre au dossier d'autorisation environnementale ;
- deux fois par an au moins, le niveau piézométrique est relevé et des prélèvements sont effectués dans la nappe. La fréquence des prélèvements est déterminée sur la base notamment de l'étude hydrogéologique citée ci-dessus.

L'eau prélevée fait l'objet de mesures des substances pertinentes susceptibles de caractériser une éventuelle pollution de la nappe compte tenu de l'activité de l'installation. Les résultats de mesures sont transmis à l'inspection des installations classées.

Toute anomalie lui est signalée dans les plus brefs délais.

Si ces résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine ou non de la pollution constatée. Il informe le préfet du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

Article 11 - Rétention

Les prescriptions de l'article 7.4.3 de l'arrêté préfectoral n° DIPPAL-B3/2012-18 du 17 janvier 2012 sont complétées comme suit :

La zone de stockage des effluents peu concentrés accueille au maximum 12 containers "STA" basiques ou cyanurés de 1000 L, à l'exclusion de toute autre substance ou mélange.

Les containers d'effluents concentrés sont, comme toutes les capacités contenant des substances et mélanges dangereux, entreposés sur sol étanche associé à des rétentions sélectives selon l'incompatibilité des produits susceptibles d'être déversés, et à l'abri de tout risque de choc par véhicule roulant.

Article 12 - Stockage sur les lieux d'emploi

Les prescriptions de l'article 7.4.6 de l'arrêté préfectoral ° DIPPAL-B3/2012-18 du 17 janvier 2012 sont complétées comme suit :

Les stockages de produits chimiques, et en particulier les bains de traitements (neufs, en cours ou usagés), sont stockés dans des conditions prévenant tout risque de pollution de l'air, des eaux et des sols, tout risque accidentel par mélange de produit incompatibles, et tout risque non maîtrisé lié à l'incapacité, pour les secours en cas d'incendie ou d'explosion, de connaître précisément l'origine d'un incident et d'y intervenir rapidement.

L'exploitant produit les modes opératoires justifiant de sa maîtrise des flux de bains entre les différentes zones du site. Il limite les zones de stockage de produits chimiques (matières premières, bain en attente, bains usés, moyennement ou très concentrés) à ce qui est strictement nécessaire à l'exploitation.

Article 13 - Gestion des produits dangereux

Les substances, mélanges et produits dangereux présents en stock et dans les bains actifs sont gérés de telle manière qu'en aucun cas un seuil bas SEVESO soit atteint, qu'il s'agisse de dépassement direct ou de dépassement par application des règles de cumul.

L'exploitant est en mesure de justifier le respect de cette prescription à tout moment tant auprès de l'inspection qu'auprès des secours qui seraient amenés à intervenir sur site.

Article 14 - Moyen de lutte contre l'incendie

Les prescriptions de l'article 7.5.4 de l'arrêté préfectoral n° DIPPAL-B3/2012-18 du 17 janvier 2012 sont complété comme suit :

En particulier, des extincteurs à « mousse AFFF » (agent formant film flottant) sont présents à proximité de tous les lieux de stockage et d'emploi de cyanure de potassium.

Article 15 - Bassin de confinement

Les prescriptions de l'article 7.5.7.1. de l'arrêté préfectoral n° DIPPAL-B3/2012-18 du 17 janvier 2012 sont modifiées comme suit :

Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (eaux météoriques pour une pluie d'occurrence décennale, et eaux d'extinction d'un incendie), sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimale de 370 m³ (compte tenu de la présence d'une rétention de 90 m³ déjà présente dans l'usine). Le confinement est assuré par obturation des réseaux au moyen d'une commande automatique asservie à la détection incendie ou, à défaut, par commandes manuelles. Dans ce dernier cas, une procédure est en place, communiquée et appliquée à l'occasion d'exercices incendie. Un affichage à l'entrée du site permet de connaître la localisation des commandes à activer.

La vidange suivra les principes imposés par l'article 4.3.5 de l'arrêté préfectoral du n° DIPPAL-B3/2012-18 du 17 janvier 2012 traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées à savoir :

- Les eaux polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement de déchets appropriées après caractérisation.
- Les liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles de l'être sont interdites.
- Il résulte des deux points précédents que, dans le cas particulier d'un incendie, les eaux d'extinctions et les liquides en mélanges sont retenus sur site (dans la rétention intérieure et dans le bassin de confinement) et analysés en vue de leur élimination par les filières de traitement de déchets appropriées.

Le bassin de confinement et la rétention interne sont maintenus en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.

Le débit de fuite, en exploitation normale du bassin de confinement, devra être acceptable par le milieu naturel et être contrôlé de manière à ne pas endommager les berges et le lit du cours d'eau.

Article 16 - Cuves et chaînes de traitement

Le premier alinéa de l'article 8.1.1.2 de l'arrêté préfectoral n° DIPPAL-B3/2012-18 du 17 janvier 2012 est complété comme suit :

Sur chaque chaîne de traitement, les cuves de bains cyanurés actifs sont équipées d'une capacité de rétention individuelle et solidaire du bain, dont le volume est au moins égal à 100 % de leur capacité propre.

Ces rétentions sont installées au plus tard le 30 juin 2025.

Article 17 - Mesure comparative

Les prescriptions de l'article 9.1.2 de l'arrêté préfectoral n° DIPPAL-B3/2012-18 du 17 janvier 2012 sont modifiées comme suit :

L'inspection des installations classées peut, à tout moment, demander la réalisation de prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, et de mesures de niveaux sonores, selon des modalités qu'elle définit. En particulier, elle peut faire procéder à la réalisation de ces prélèvements de manière inopinée. Les frais de prélèvements et d'analyses sont à la charge de l'exploitant.

Article 18 - Mise à jour de l'étude des dangers

Les prescriptions de l'article 1.5.2 de l'arrêté préfectoral n° DIPPAL-B3/2012-18 du 17 janvier 2012 sont modifiées comme suit :

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R 181-46 du code de l'environnement, y compris en ce qui concerne les moyens humains et organisationnels. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

Article 19 - Plan d'opérations internes

Eu égard aux risques cumulés des sites voisins PEM et DPE, un Plan d'Opérations Internes commun ou coordonné à celui du site AST-PEM est établi et fait l'objet d'exercices communs entre les deux sites. Les modalités d'alerte réciproques y sont définies et sont testées régulièrement.

Article 20 - Changement d'exploitant

Les prescriptions de l'article 1.5.5 de l'arrêté préfectoral n° DIPPAL-B3/2012-18 du 17 janvier 2012 sont modifiées comme suit :

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur en fait la déclaration au Préfet dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'exploitation.

Article 21 - Durée de l'autorisation / caducité

Les prescriptions du chapitre 1.4 de l'arrêté préfectoral n° DIPPAL-B3/2012-18 du 17 janvier 2012 sont modifiées comme suit :

L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans à compter de la notification dudit arrêté ou lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives.

Article 22 - Délais et recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Clermont-Ferrand :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la présente décision

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Ce recours contentieux peut être déposé par écrit auprès de la juridiction ou au moyen de l'application www.telerecours.fr

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité.

Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Article 23 - Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de SIAUGUES-SAINT-MARIE pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire de SIAUGUES-SAINT-MARIE fera connaître par procès-verbal, adressé à la préfecture de la Haute-Loire, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pour une durée minimum de quatre mois.

Article 24 - Exécution- Notification

La secrétaire générale de la préfecture de la Haute-Loire, le Sous-préfet de Brioude, le maire de SIAUGUES-SAINT-MARIE, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône-Alpes, le chef délégué de l'Unité Interdépartementale Loire-Haute-Loire de la DREAL Auvergne Rhône-Alpes, le délégué territorial de la Haute-Loire de l'ARS d'Auvergne, le Directeur départemental des territoires de la Haute-Loire, le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Haute-Loire, le chef du service interministériel de défense et de protection civile de la Haute-Loire, le responsable de l'unité territoriale Haute-Loire de la DIRECCTE Auvergne Rhône-Alpes, le Directeur régional de la CARSAT Auvergne-Rhône-Alpes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Directeur général de la société DIEHL POWER ELECTRONIC, dont le siège social est sis à SIAUGUES-SAINT-MARIE (43300).

Le Puy en Velay, le 7 août 2024

Pour le préfet et par délégation,
la secrétaire générale,

Nathalie CENCIC

